

— examiner les procédures de traitement médical préventif des cas pathologiques reconnus, soit lors de l'incorporation, soit dans les cas de récidive multiple;

— proposer, en suite de cet examen, les adaptations propres à améliorer les systèmes existants;

— proposer, pour l'exécution des peines consécutives à ces infractions à caractère militaire, ainsi que pour l'exécution des peines disciplinaires et des mesures statutaires à caractère disciplinaire, des solutions de nature à faciliter la réinsertion des intéressés dans le milieu militaire; dans cette optique envisager l'aménagement de centre(s) de détention militaire, et en estimer l'impact budgétaire et en personnel;

— faire toute recommandation qu'elle jugera utile en rapport avec l'objet de l'étude.

Art. 4. Le président organise le fonctionnement de la commission; il peut demander toute information sur l'ensemble des travaux antérieurs ou en cours relatifs au même objet, ainsi qu'en matière de révision du Code pénal militaire et du code de procédure pénale militaire.

L'étude de la commission sera effectuée à partir des textes légaux actuellement en vigueur; elle proposera cependant les adaptations qu'elle estimera nécessaires en matière de Code pénal militaire et de code de procédure pénale militaire ainsi que du règlement de discipline. Toute solution préconisée par la commission devra s'inspirer du souci de garantir, en temps de paix comme en temps de guerre, le respect de la discipline militaire.

La commission présentera les conclusions de son étude au plus tard six mois après la constitution de la commission.

Art. 5. La commission se réunit à la diligence de son président.

Art. 6. La commission peut constituer des groupes de travail restreints pour chaque question ou catégorie de questions. Chaque groupe est présidé par un membre permanent de la commission responsable des travaux confiés au groupe de travail. Les groupes sont réunis à la diligence de leur président respectif.

La commission ou ses groupes de travail peuvent confier toute mission d'information à un rapporteur de leur choix et entendre aussi souvent qu'il sera nécessaire une ou plusieurs personnes qualifiées pour l'étude des questions à examiner.

Art. 7. Le secrétaire de la commission établit des comptes rendus sommaires des réunions; il conserve les archives de la commission et tient à la disposition du Ministre toute information sur les travaux de celle-ci.

Art. 8. Le rapport de la commission est présenté au Ministre de la Défense nationale par le président.

Bruxelles, le 11 octobre 1985.

F. VREVEN

— het onderzoek van de procedures van preventieve geneeskundige verzorging van de erkende pathologische gevallen, hetzij bij de inlijving, hetzij in geval van veelvuldige recidive;

— het voorstellen, ingevolge dit onderzoek, van de aanpassingen ter verbetering van de bestaande systemen;

— het voorstellen, voor de uitvoering van de straffen volgend op deze inbreuken van militaire aard evenals voor de uitvoering van de tuchtstraffen en van de disciplinaire statutaire maatregelen, van oplossingen die van aard zijn de heropname in het militaire midden van de betrokkenen te vergemakkelijken; in deze optiek dient de commissie de inrichting van (een) militaire gevangenis(sen) in overweging te nemen en er de weerslag van te schatten op budgetair vlak en wat betreft de behoeften aan personeel;

— het formuleren van elke aanbeveling die zij nuttig zal achten in verband met het studieobject.

Art. 4. De voorzitter regelt de werking van de commissie; hij kan elke inlichting vragen over het geheel van de vroegere of aan gang zijnde werkzaamheden betreffende hetzelfde voorwerp, alsmede over de herziening van het Militair Strafwetboek en van het wetboek van militaire strafrechtspleging.

De studie van de commissie zal uitgaan van de thans geldende wetteksten; zij zal evenwel de aanpassingen voorstellen die zij noodzakelijk zal achten inzake het Militair Strafwetboek en het wetboek van militaire strafrechtspleging alsook inzake het tuchtreglement. Elke door de commissie aanbevolen oplossing zal dienen ingegeven te zijn door de zorg om, zowel in vredes-als in oorlogstijd, de eerbied voor de militaire tucht te verzekeren.

De commissie zal de besluiten van haar studie ten laatste zes maanden na haar oprichting voorleggen.

Art. 5. De commissie komt bijeen op initiatief van haar voorzitter.

Art. 6. De commissie kan beperkte werkgroepen samenstellen voor elke vraag of reeks vragen. Elke groep wordt voorgezeten door een permanent lid van de commissie, die verantwoordelijk is voor de werkzaamheden toevertrouwd aan de werkgroep. De groepen komen bijeen op initiatief van hun respectieve voorzitters.

De commissie of haar werkgroepen kunnen, zo vaak als nodig zal zijn voor de studie van de te onderzoeken vragen, elke informatieopdracht toevertrouwen aan een verslaggever naar hun keuze en één of meerdere bevoegde personen horen.

Art. 7. De secretaris van de commissie stelt de samenvattende processen-verbaal van de vergaderingen op; hij bewaart de archieven van de commissie en stelt elke informatie ter beschikking van de Minister betreffende de werkzaamheden van de commissie.

Art. 8. Het verslag van de commissie wordt door de voorzitter aan de Minister van Landsverdediging voorgelegd.

Brussel, 11 oktober 1985.

F. VREVEN

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE

F. 85 — 2225

4 JUILLET 1985. — Décret portant modification à l'arrêté de l'Exécutif du 14 mai 1984, codifiant les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté, et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Dans l'article 2, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif Wallon du 14 mai 1984 (supplément *Moniteur belge* du 25 mai 1984), insérer entre les troisième et quatrième alinéas :

« Toutefois, un plan particulier d'aménagement peut être abrogé, en tout ou en partie, dans les conditions et selon les formes prévues aux articles 40^{ter} et suivants. »

Dans le titre premier du livre premier du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, il est inséré un chapitre VIII intitulé « De l'abrogation des plans », libellé comme suit :

« CHAPITRE VIII. — De l'abrogation des plans

Article 40^{ter}. Le Conseil communal peut, sans que cela ne donne lieu à indemnisation, décider d'abroger, soit les dispositions d'un plan particulier d'aménagement qui ne seraient plus conformes à celles d'un plan de secteur; soit tout ou partie d'un plan particulier

(1) *Session 1984-1985.*

Documents du Conseil 115 (1984-1985). — Nos 1 à 4.

Compte-rendu intégral, séance publique du 25 juin 1985. — Discussion. — Vote.

d'aménagement dont les expropriations qui y sont prévues n'auraient pas été réalisées dans le délai de 10 ans qui suit sont entrées en vigueur.

Article 40^{quater}. Le Conseil communal arrête provisoirement un schéma-directeur de la zone du plan particulier d'aménagement qu'il projette d'abroger.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins soumet le projet de schéma-directeur d'aménagement à enquête publique.

Celle-ci est annoncée par voie d'affichage sur la zone concernée par la mesure d'abrogation et aux endroits habituels d'affichage.

Le projet de schéma-directeur d'aménagement est déposé à la maison communale aux fins de consultation par le public, pendant un délai de 30 jours.

Les réclamations et observations sont, avant la fin du délai de l'enquête, adressées par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et annexées au procès-verbal de l'enquête. Celui-ci est dressé par le Collège dans les 8 jours.

Le Conseil communal, après avoir pris connaissance des résultats de l'enquête, décide d'abroger ou de ne pas abroger le plan particulier d'aménagement et arrête, le cas échéant, définitivement le schéma-directeur d'aménagement.

Article 40^{quinquies}. La délibération du Conseil communal décidant l'abrogation du plan particulier d'aménagement accompagnée du schéma-directeur d'aménagement et des résultats de l'enquête est soumise à l'approbation de l'Exécutif qui statue dans les 45 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Dans le titre premier du livre premier du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, il est inséré un chapitre IV^{bis} intitulé « Des schémas-directeurs », libellé comme suit :

« CHAPITRE IV^{bis}. — Des schémas-directeurs

Article 21^{bis}. Le schéma-directeur est un document d'orientation et d'affectation du sol d'une partie du territoire communal.

L'Exécutif de la Région Wallonne arrête le contenu des schémas-directeurs ainsi que leurs modalités d'application. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles le 4 juillet 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,

J. MAYENCE-GOOSSENS

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 85 — 2225

4. JULI 1985. — Dekret zur Änderung der Erlasse der Exekutive vom 14. Mai 1984 zwecks Kodifizierung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über den Städtebau und die Raumordnung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Einzigster Artikel. In Artikel 2, § 1 des Erlasses der Wallonischen Exekutive vom 14. Mai 1984 (Anlage zum *Belgischen Staatsblatt* vom 25. Mai 1984) ist zwischen dem dritten und vierten Absatz folgender Hinweis einzufügen :

« Ein Bebauungsplan kann jedoch unter den in Artikel 40^{ter} ff vorgeschriebenen Bedingungen und Formen ganz oder teilweise ausser Kraft gesetzt werden. »

In Titel I des ersten Buches des Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches für die Wallonische Region wird ein Kapitel VIII unter der Überschrift « Ausserkraftsetzung der Pläne » und mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« Kapitel VIII. — Ausserkraftsetzung der Pläne

Artikel 40^{ter}. Ohne dass dies irgendeinen Anlass zur Entschädigung geben könnte, darf der Gemeinderat beschliessen, die Bestimmungen eines Bebauungsplanes, die nicht mehr denjenigen eines

(1) Sitzungsperiode 1984-1985.

Ratsunterlagen 115 (1984-1985). — Nrn. 1 bis 4.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 25. Juni 1985. — Diskussion. — Abstimmung.

Sektorenplanes entsprechen würden, aufzuheben oder einen Bebauungsplan ganz oder teilweise ausser Kraft zu setzen, wenn die darin vorgesehenen Enteignungen binnen einer Frist von 10 Jahren nach seinem Inkrafttreten nicht durchgeführt wurden.

Artikel 40^{quater}. Der Gemeinderat verabschiedet vorläufig einen Flächennutzungsplan für das Bezugsgebiet des Bebauungsplans, den er ausser Kraft zu setzen beabsichtigt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium unterzieht den Flächennutzungsplanentwurf einer öffentlichen Untersuchung.

Letztere wird durch Aushang auf dem in Frage kommenden Gelände sowie durch Aushang an den üblichen Stellen angekündigt.

Der Flächennutzungsplanentwurf wird während einer Periode von 30 Tagen zur Einsichtnahme durch die Öffentlichkeit im Gemeindehaus ausgelegt.

Beschwerden und Beanstandungen sind vor Ablauf der Untersuchungsfrist schriftlich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu richten und dem Untersuchungsprotokoll beizuheften. Letzteres ist innerhalb 8 Tagen vom Kollegium zu erstellen.

Sobald der Gemeinderat das Ergebnis der Untersuchung zur Kenntnis genommen hat, beschliesst er den Bebauungsplan ausser Kraft zu setzen oder auch nicht und verabschiedet gegebenenfalls endgültig den Flächennutzungsplan.

Artikel 40^{quinquies}. Der Gemeinderatsbeschluss, womit die Ausserkraftsetzung des Bebauungsplanes entschieden wurde, der Flächennutzungsplan sowie das Untersuchungsergebnis sind der Exekutive zur Billigung vorzulegen, und sie hat innerhalb 45 Tagen nach Eingang des Gemeinderatsbeschlusses eine Entscheidung zu treffen.

In Titel I des ersten Buches des Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches für die Wallonische Region wird ein Kapitel IV^{bis} unter der Überschrift « Flächennutzungspläne » und mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« KAPITEL IV^{bis}. — Flächennutzungspläne

Artikel 21^{bis}. Bei dem Flächennutzungsplan handelt es sich um ein Orientierungsdokument zur Bodenzweckbestimmung eines Teils des Gemeindegebiets.

Die Wallonische Regionalexekutive verabschiedet Inhalt und Anwendungsbedingungen der Flächennutzungspläne. »

Verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Brüssel, am 4. Juli 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,

P. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,

J. MAYENCE-GOOSSENS

VERTALING

WAAELSE GEWEST

N. 85 — 2225

4 JULI 1985. — Decreet tot wijziging van het besluit van de Executieve van 14 mei 1984 tot codificatie van de wetgevende en verordenende bepalingen betreffende de stedenbouw en de ruimtelijke ordening (1)

De Waalse Gewestexecutieve heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig Artikel. In artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Executieve van 14 mei 1984 (bijvoegsel bij het *Belgisch Staatsblad* d.d. 25 mei 1984) invoegen tussen het derde en het vierde lid :

« Een bijzonder plan van aanleg kan echter onder de voorwaarden en in de vormen bepaald in de artikelen 40^{ter} en volgende geheel of gedeeltelijk opgeheven worden. »

In titel één van boek één van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw wordt een hoofdstuk VIII met als titel « Opheffing van de plannen », luidende als volgt, ingevoegd :

« HOOFDSTUK VIII. — Opheffing van de plannen

Artikel 40^{ter}. De Gemeenteraad kan zonder dat zulks tot schade-loosstelling aanleiding geeft beslissen hetzij de bepalingen van een bijzonder plan van aanleg die niet meer overeenstemmen met een

(1) Zitting 1984-1985.

Stukken van de Raad 115 (1984-1985). — Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering, d.d. 25 juni 1985. — Bespreking. — Stemming.

gewestplan op het heffen; hetzij een bijzonder plan van aanleg geheel of gedeeltelijk op te heffen; hetzij een bijzonder plan van aanleg geheel of gedeeltelijk op te heffen voor zover de daarin bepaalde oteigeningen niet zijn uitgevoerd binnen een termijn van 10 jaar na de inwerkingtreding ervan.

Artikel 40^{quater}. De Gemeenteraad stelt een leidend schema voor het gebied van het bijzonder plan van aanleg dat hij voornemens is op te heffen, voorlopig vast.

Het College van Burgemeester en Schepenen onderwerpt het ontwerp van leidend schema van aanleg aan een openbaar onderzoek.

Dit onderzoek wordt aangekondigd door aanplakking in het door de opheffingsmaatregelen betrokken gebied en op de gewone aanplakkingsplaatsen.

Het ontwerp van leidend schema van aanleg wordt gedurende 30 dagen ter inzage gelegd in het gemeentehuis.

De bezwaren en opmerkingen worden vóór het einde van het onderzoek schriftelijk ter kennis gebracht van het College van Burgemeester en Schepenen en aan het proces-verbaal van het onderzoek toegevoegd. Dit proces-verbaal wordt binnen 8 dagen door het College opgemaakt.

Na kennisgeving van de resultaten van het onderzoek beslist de Gemeenteraad het bijzonder plan van aanleg al dan niet op te heffen en stelt in voorkomend geval het leidend schema van aanleg definitief vast.

Artikel 40^{quinquies}. De beslissing van de Gemeenteraad tot heffing van het bijzonder plan van aanleg vergezeld van het leidend schema van aanleg en van de resultaten van het onderzoek wordt aan de Executieve ter goedkeuring voorgelegd die binnen 45 dagen na ontvangst van de beslissing van de Gemeenteraad uitspraak doet. »

In titel één van boek één van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw wordt een hoofdstuk IV^{bis} met als titel « Leidende schema's », luidende als volgt, ingevoegd :

« HOOFDSTUK IV^{bis}. — Leidende schema's

Artikel 21^{bis}. Het leidend schema is een oriënteringsstuk tot vaststelling van de grondbestemming van een deel van het grondgebied van de gemeente.

De Waalse Gewestexecutieve stelt de inhoud van de leidende schema's vast alsmede de modaliteiten van de toepassing ervan. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 4 juli 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,

Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest, voor het Water,
het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest, voor Huisvesting en Informatica,

J. MAYENCE-GOOSSENS

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 27 mars 1985 M. Ruttiens, Ramon, président de chambre à la Cour d'appel de Bruxelles, est promu Grand officier de l'Ordre de la Couronne.

Par arrêtés royaux du 6 septembre 1985, sont nommés :

Officier de l'Ordre de Léopold

M. Jacobs, F., secrétaire du parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers (8.4.1985).

Il portera la décoration civile.

Chevalier de l'Ordre de Léopold

MM. :

Alleyn, A., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers (8.4.1985).

Cosyns, E., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles (8.4.1985).

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 27 maart 1985 is de heer Ruttiens, Ramon, kamervoorzitter in het Hof van beroep te Brussel, bevorderd tot Grootofficier in de Kroonorde.

Bij koninklijke besluiten van 6 september 1985, zijn benoemd tot:
Officier in de Leopoldsorde

De heer Jacobs, F., secretaris van het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen (8.4.1985).

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Ridder in de Leopoldsorde :

De heren :

Alleyn, A., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen (8.4.1985).

Cosyns, E., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel (8.4.1985).